Paris le 13 décembre 2018

Outlook, CAMUS : faites place au dialogue Monsieur le Ministre !

Monsieur le Ministre,

Dans la vidéo que vous avez envoyée aux agents du ministère le 23 novembre en les encourageant à aller voter aux élections professionnelles, vous avez insisté sur la « *force du dialogue social* », que vous jugez « *indispensable si nous voulons construire, ensemble, un projet d'avenir ambitieux* ».
Lors de votre réunion à Matignon le 4 décembre, en tant que président de votre parti politique Agir, sur la crise des gilets jaunes, vous estimiez que la concertation appelée par le 1er ministre était une « *bonne chose* ». Vous appeliez par ailleurs à divers « *grenelles* », donc à des concertations plus larges avec les organisations professionnelles.

Nous ne pouvons que partager vos propos sur la nécessité du dialogue, Monsieur le Ministre, même si nous pouvons formuler quelques réserves. En effet vous avez refusé de nommer un conseiller social, en nous affirmant au CTM du 22 novembre que le dialogue « *est partout* ». Force est de constater qu'il est plutôt nulle part, comme l'illustre l'absence de réponse de votre cabinet suite à nos alertes faites début décembre sur le projet de migration vers la messagerie Outlook et le projet immobilier CAMUS.

Nous vous rappelons que les procédures de dialogue social n'ont jamais été respectées dans le projet de migration vers Outlook, dont nous savons qu'elle ne se passe pas sans incidence, avec de nombreuses pertes de données et des (dés)organisations de formations en catimini et dans l'urgence. Il est en de même pour l'envoi du questionnaire en ligne aux agents de l'administration centrale sur le projet immobilier CAMUS et les travaux au quadrilatère des Archives nationales démarrés début décembre.

Il est temps d'agir et de vous montrer cohérent avec la valeur que vous dites porter à la concertation, en la mettant réellement en pratique dans « votre maison ».

Par conséquent, Monsieur le Ministre, nous vous demandons une nouvelle fois de rappeler à l'ordre ceux qui sont aux commandes de votre administration pour que nous puissions réellement entamer un dialogue afin que nos avis soient entendus.

C'est ainsi que vous respecterez vos personnels et leurs représentants.